



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le trente septembre, à 18 heures 00, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

LE SAUX Jean-Luc

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à CORRE Michel)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à BONIZ Jean-Jacques)

Absents

BERVAS Viviane, BODENEZ Guillaume, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 30 septembre 2022
Délibération n°DCC2022_132

Objet	Agent d'accueil France Services : création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation d'un projet.
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Introduit par la loi de transformation de la fonction publique et en vigueur depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une nouvelle possibilité de recrutement sur emploi non permanent. Ce nouveau contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifiée ». Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an fixée par les parties dans la limite de six ans. Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents, ils ne sont donc pas ouverts aux fonctionnaires, sauf par le biais du détachement. Ce type de contrat va permettre le recours à des agents contractuels sur la durée réelle du besoin.

Afin de pallier les problématiques de dématérialisation des démarches administratives et de diminution des points d'accueil physiques au habitants, le Président de la République a annoncé en avril 2019, la création de maisons France Services dans chaque canton d'ici la fin de son quinquennat, soit environ 2 000 structures sur l'ensemble du territoire national. Accessible à chacun, en moins de trente minutes, ces Maisons France Services constituent des guichets de proximité donnant accès, dans un lieu unique, à neuf partenaires nationaux : ministères de l'intérieur et de la justice, direction générale des finances publiques, Pôle emploi, assurance-retraite, Assurance-maladie, allocations familiales, Mutualité sociale agricole, La Poste ; auxquels peuvent s'ajouter d'autres partenaires locaux.

En complémentarité avec ces opérateurs, les habitants sont accueillis par des « agents France Services » formés qui les accompagnent dans leurs démarches administratives. Ces « agents France Services » ont à leur disposition des outils numériques spécialement conçus pour garantir la meilleure efficacité dans leur travail quotidien et ils bénéficient de relations directes avec chaque partenaire afin d'offrir à chaque citoyen une réponse de qualité aux démarches qui les concernent.

Nature du dispositif :

- Objet : favoriser l'accès aux droits dans les communes rurales
- Durée : jusqu'en décembre 2023,
- Financement : Etat jusqu'en décembre 2023,
- Formation : 5 jours et demi avec le CNFPT

Poste :

Agent d'accueil France Services qui, par le biais de permanences itinérantes, aura pour mission principale d'apporter une information de premier niveau aux habitants les plus

éloignés des services publics.

Il est proposé de créer un emploi non permanent d'agent d'accueil France Services, en contrat de projet, à temps non complet à 24/35ème, relevant de la catégorie C, jusqu'en décembre 2023

Missions principales

- Accueillir les publics sur les différents lieux de permanence, et les accompagner dans la réalisation de leurs démarches et dans l'utilisation des services numériques
- Animer le réseau partenarial avec les différents opérateurs et acteurs du territoire,
- Animer et organiser l'espace d'accueil et de documentation, diffuser des informations par voie d'affichage, mettre à jour les données et assurer une veille documentaire

Les candidats devront justifier d'une expérience dans l'accueil du public et/ou le social
Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie C, dans les conditions fixées

à l'article L332-24 du code général de la fonction publique.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'adjoint administratif.

Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification

requis pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

Afin de garantir le respect du principe d'égal accès aux emplois publics, les recrutements en contrat

de projet devront suivre à minima les grandes étapes de la procédure de recrutement des contractuels

sur emploi permanent.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L332-24

Vu le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable du bureau du 30 août 2022,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 16 septembre 2022

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.

Envoyé en préfecture le 05/10/2022

Reçu en préfecture le 05/10/2022

Affiché le

ID : 029-242900801-20221004-DCC2022_132-DE